

Au service de la croissance

**Promouvoir le secteur
des services en Asie est un autre
moyen de rétablir l'équilibre
et de stimuler la croissance**

Olaf Unteroberdoerster

ARCHANA NANANCHERLA attribue le succès économique de l'Inde au goût de ses compatriotes pour le travail acharné. «Nous travaillons plus durement... C'est une caractéristique des Indiens», déclare-t-elle. Mais ce sont peut-être Nanancherla elle-même et d'autres comme elle — travailleurs instruits du secteur des services au revenu disponible croissant — qui sont le vrai secret de la croissance de l'Inde, alimentée par l'activité intérieure.

Nanancherla a été embauchée dès sa sortie de l'université par Tata Consultancy Services, la plus grosse société de sous-traitance de l'Inde en matière de technologie de l'information et de gestion des méthodes de travail au sein des entreprises. Elle est maintenant gestionnaire de projet et dirige jusqu'à 120 employés, pour un salaire d'environ 5.000 dollars par mois. La vie de Nanancherla offre des enseignements utiles aux autres économies d'Asie qui cherchent à entretenir la dynamique de la croissance.

Préserver la croissance de l'Asie

L'Inde diffère de nombreuses économies d'Asie qui ont misé sur les exportations de biens manufacturés pour se développer. On l'a vu lors de la récession mondiale de 2008-09, durant laquelle la forte baisse de la demande aux États-Unis et en Europe a pénalisé la région de façon disproportionnée (voir «L'Asie montre la voie», dans ce numéro). Pour l'Asie, l'un des grands défis à moyen terme sera de réduire cette dépendance à l'égard des exportations et de renforcer les sources de croissance intérieures — comme l'a déjà fait l'Inde.

Nombre d'observateurs attribuent la croissance déséquilibrée de l'Asie au «trop-plein d'épargne». Mais, du côté de l'offre, l'accroissement de la production par le développement du secteur des services rétablirait l'équilibre et stimulerait la croissance.

Dans certains pays d'Asie, la consommation ou l'investissement sont peut-être trop bas, mais il ne faut pas généraliser. Les ratios consommation et investissement/PIB varient largement d'un pays à l'autre. Il faut tenir compte aussi des particularités locales et des tendances historiques à long terme de chaque pays.

Cependant, il est facile d'oublier la contrepartie, du côté de l'offre, d'une forte dépendance à l'égard des exportations. Cette dépendance de l'Asie a conduit à une structure de production déséquilibrée, trop tributaire des produits échangeables ou ma-



nufacturés, qui correspond grosso modo au secteur industriel. Par exemple, à environ 50 %, la contribution de l'industrie au PIB de la Chine est presque deux fois plus élevée que la moyenne pour les pays de l'OCDE et supérieure de plus de 10 points de PIB à la moyenne mondiale pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Cette dépendance excessive à l'égard de l'industrie caractérise également d'autres pays émergents d'Asie, tels que les membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN-4) et même des économies avancées comme le Japon et la Corée (graphique 1). Dans tous ces cas, la contribution de l'industrie au PIB est élevée, souvent supérieure de 5 à 10 points de pourcentage à celle des pays comparables.

Le sourire en plus

Étant donné la dépendance de l'Asie à l'égard des exportations, il n'est pas surprenant que la part des services dans le PIB soit généralement faible par rapport aux autres régions. En Chine, par exemple, elle a été en 2008 inférieure de près de 13 points à la moyenne pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Il en est ainsi même pour Singapour, qui, en tant que centre financier, est une économie de services. La structure de l'emploi confirme la surexposition des économies asiatiques à l'industrie et leur sous-exposition aux services.

La prédominance de l'industrie est un facteur qui a beaucoup contribué à la forte croissance des économies asiatiques et à la hausse rapide de leur niveau de vie. L'industrialisation accélérée a permis à des centaines de millions de travailleurs de quitter leurs emplois faiblement rémunérés, en particulier dans le secteur agricole, où les niveaux de productivité sont restés très faibles en Asie (graphique 2). Mais la croissance future reposera sur les services. À l'heure où les économies asiatiques, à commencer par le Japon et la Corée, entrent dans l'ère postindustrielle, le secteur des services doit créer des emplois et rattraper les niveaux de productivité des économies avancées, qui restent inférieurs en Asie au niveau observé aux États-Unis ces dernières années.

Dès lors, comment le secteur des services peut-il contribuer à une croissance plus forte et mieux équilibrée en Asie?

C'est peut-être l'Inde qui détient la réponse. Le secteur des services, l'une des branches les plus dynamiques de son économie, est le moteur de la croissance depuis vingt ans. En Inde, à la dif-

férence des autres pays d'Asie, la croissance de la productivité a été en général plus forte dans le secteur des services que dans l'industrie. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette réussite :

- les progrès des techniques de communications, qui ont permis à une masse de travailleurs qualifiés et anglophones d'avoir accès aux marchés intérieur et mondial en expansion;
- la déréglementation réussie des services;
- la privatisation;
- les investissements directs étrangers;
- les réformes dans le secteur financier.

Réaliser le potentiel de croissance

Il ressort de vastes études empiriques que la déréglementation et l'exposition à la concurrence étrangère peuvent libérer le potentiel de croissance du secteur des services : un meilleur accès aux services financiers, surtout pour les petites entreprises, souvent prédominantes dans les principales branches du secteur, tel le commerce de détail, pourrait réduire les contraintes de ressources qui pèsent sur la croissance. En Corée, par exemple, les PME contribuent pour 80 % à la production du secteur des services.

Dans certains cas, l'appréciation de la monnaie aiderait au déplacement des ressources vers le secteur des biens non échangeables en faisant monter leur prix relatif. Il s'ensuivrait une réduction de la marge bénéficiaire du secteur des biens échangeables et une augmentation de celle du secteur des biens non échangeables. De même, les réformes visant à faciliter l'embauche et le licenciement ainsi que les incitations à la reconversion pourraient favoriser la réaffectation des ressources. Nombre de pays asiatiques s'efforcent déjà d'accroître la

concurrence dans le secteur des services d'infrastructure, en ouvrant les secteurs du commerce de détail et des services financiers et en levant les restrictions à l'entrée des fournisseurs étrangers dans le secteur des services sociaux, tels que la santé et l'éducation.

Ces réformes bénéficieraient au secteur des services tout en renforçant la demande intérieure. Depuis la crise asiatique, les investissements au niveau des entreprises dans les économies de l'ASEAN sont plus sensibles à la disponibilité de fonds intérieurs. Les entreprises ont du mal à obtenir des prêts bancaires et autres fonds extérieurs pour financer leurs investissements.

Réchauffer le climat des investissements

L'accès des petites entreprises de services au crédit pourrait être renforcé de trois manières : l'octroi d'un plus grand nombre de prêts dont les modalités soient fonction des risques; la réforme des lois sur les garanties pour que les entreprises puissent obtenir des prêts avec des actifs allant au-delà de l'immobilier et des actifs fixes similaires; et l'élargissement de la réserve de capital-risque au moyen d'allègements fiscaux ciblés, comme l'a fait la Malaisie. L'amélioration de l'information sur la solvabilité des emprunteurs et l'élargissement des registres de crédit (comme aux Philippines) par la création en 2008 de la Société d'information sur la solvabilité des emprunteurs ont aussi aidé les banques à mieux évaluer le risque de crédit. L'application aux PME d'un cadre modernisé de restructuration permettrait aussi de réduire le risque de crédit et, partant, d'ouvrir davantage l'accès de ces entreprises aux financements.

La société de gestion des actifs de la Corée, par exemple, a réussi à créer un marché pour les créances sinistrées des entreprises coréennes en rachetant les prêts improductifs aux banques et en les restructurant pour les vendre aux investisseurs. Des sociétés de ce type pourraient se spécialiser dans la restructuration des créances sinistrées des petites entreprises.

La mise en place en Asie d'un climat globalement plus favorable aux investissements et aux affaires ouvre la voie à une croissance portée davantage par le secteur des services. Mais, même si les réformes structurelles opérées depuis la crise asiatique ont grandement changé la donne, la nouvelle réalité n'est pas encore entièrement intégrée par les agents économiques. Les économies asiatiques doivent continuer à accroître la compétitivité de leurs marchés des produits et de l'emploi, comme l'a fait la RAS de Hong Kong en adoptant une loi sur la concurrence, à créer des conditions équitables pour les investisseurs étrangers, à l'instar de la Malaisie, qui a récemment allégé les restrictions à l'investissement étranger dans le secteur des services, ainsi qu'à garantir l'exécution des contrats et desserrer les goulets d'étranglement administratifs. Ce n'est que par de telles actions que l'Asie pourra réaliser tout son potentiel de croissance et que les Asiatiques comme Archana Nanancherla pourront compter sur autre chose que la capacité de leurs compatriotes à travailler avec acharnement. ■

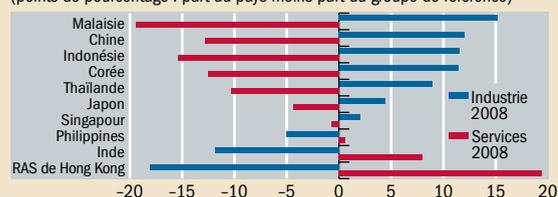
Olaf Unteroberdoerster est économiste principal au Département Asie et Pacifique du FMI. Cet article s'inspire de l'étude intitulée «Does Asia Need Rebalancing?», constituant le chapitre 3 du rapport d'avril 2010 sur les perspectives économiques régionales consacré à la région Asie et Pacifique, rédigé par l'auteur en collaboration avec Adil Mohommad et Papa N'Diaye.

Graphique 1

Trop d'industrie, pas assez de services

Le PIB de la plupart des pays asiatiques est excessivement tributaire de l'industrie, au détriment des services.

(points de pourcentage : part du pays moins part du groupe de référence)



Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; et calculs des services du FMI.

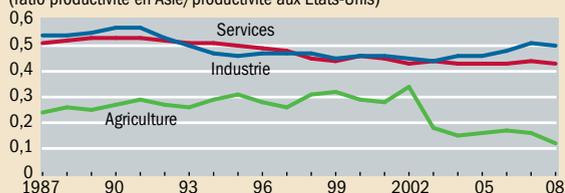
Note : Les groupes de référence, qui sont définis selon les indicateurs du développement dans le monde, sont les suivants : OCDE pour Corée, RAS de Hong Kong, Japon, Singapour; pays à revenu faible ou intermédiaire pour Chine, Indonésie, Philippines, Thaïlande; pays à revenu intermédiaire tranche inférieure pour l'Inde; pays à revenu intermédiaire tranche supérieure pour la Malaisie.

Graphique 2

Stagnation des services

Le secteur des services pourrait être un moteur de croissance en Asie.

(ratio productivité en Asie/productivité aux États-Unis)



Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; estimations des services du FMI.